

NEWS

Bi-mensuel

1 - 15 janvier 1990

n° 146

SOLIDARNOŚĆ

ISSN 0771-9388

Editeur responsable : Jerzy Milewski

9, av. de la Joyeuse Entrée, 1040 Bruxelles Belgique

L'ANNEE DE TOUS LES EFFORTS

Les débuts d'année sont favorables aux réflexions, évaluations et analyses. Rétrospectivement, il apparaît qu'en Pologne, les douze derniers mois se divisent en deux saisons bien distinctes, séparées par les élections parlementaires du 4 juin 89.

La saison politique qui s'est achevée à cette date charnière avait commencé en avril-mai de 1988 avec la vague de grèves à Nowa Huta et Gdansk qui n'ont pas apporté de résultats immédiats; mais la période intermédiaire d'incertitude n'a duré que quelques mois. La vague de grèves suivante, celle d'août, a conduit à l'annonce des négociations de "la table ronde". En automne et en hiver 88, nous avons connu des tentatives désespérées d'une partie de l'appareil du pouvoir pour tenter de renverser la situation.

Au sein de NSZZ Solidarnosc, des appréciations diverses se sont alors manifestées. Certains militants ont reproché à Lech Walesa et à ses collaborateurs leur modération excessive et les ont accusés de mettre en péril l'identité du syndicat. Pour la nouvelle légalisation de NSZZ Solidarnosc, disait-on, le syndicat devait payer un prix : la renonciation aux grèves et la réduction drastique du niveau de vie mais bientôt, il apparut que le pouvoir avait besoin d'un pacte. Le prix fut tout autre : une hypothétique officialisation du gouvernement communiste par des élections partiellement libres. Les électeurs, on le sait, ont complètement désavoué le pouvoir en place et ils ont exprimé l'ampleur de leur soutien à Solidarnosc.

Le jour des élections, une année et peut-être davantage, une époque, s'est achevée. Ensuite, les événements se sont succédé à un rythme accéléré. Après la crise présidentielle du mois de juillet, vint la crise qui s'acheva par la nomination du Premier Ministre T. Mazowiecki. Pour la première fois dans un pays du Pacte de Varsovie, un non-communiste devenait chef du gouvernement.

Autour de nous, des choses jusque là impensables ont commencé à se produire. L'Europe Centrale a connu le Printemps des Peuples. Le rythme des réformes en Hongrie, en Tchécoslovaquie, puis en RDA a débarrassé nombre d'entre nous de nos complexes. Aussi peut-on se demander si au lieu de renforcer chez nous les positions acquises, il ne faut pas accélérer le rythme des changements.

Nous entrons dans l'année des incertitudes. Nous nous engageons sur une voie qui n'a jamais été ouverte. On sait seulement qu'elle sera difficile. Les risques et les incertitudes sont grands qui attisent l'inquiétude.

Pour mener sa politique, le gouvernement peut compter sur un très large soutien populaire; tous les sondages l'indiquent. Deux périodes dans le tout proche avenir auront une importance cruciale : le mois de janvier, quand la résistance de la société et de l'économie sera soumise au plus rude choc des prix et le mois d'avril, quand tous attendront que la promesse du début de réduction de l'inflation commencera à se réaliser.

(Tygodnik Gdanski, 24-31 décembre 1989)

PRINCIPES DE POLITIQUE SOCIO-ECONOMIQUE POUR 1990

Ces principes définissent les lignes forces de la politique gouvernementale et ont trouvé une première concrétisation avec l'adoption par le Parlement du plan du Ministre des Finances Balcerowicz, entrant en vigueur au 1er janvier 1990.

Les objectifs majeurs en sont : - la stabilisation de l'économie par le contrôle de l'inflation et la restauration de l'équilibre du marché, - la transition vers l'économie de marché avec des transformations de la structure de propriété des biens étatisés, - la réduction des conséquences sociales de la lutte contre l'inflation.

I. CONDITIONS DE DEPART: déséquilibre économique et inflation, chute de la production, déficit budgétaire.

En 1989, l'inflation a largement dépassé les 20% prévus par le précédent gouvernement; en

décembre 89, elle s'élève à 900%. La chute de la valeur de l'argent décourage l'épargne; des

4° P. 12007

groupes toujours plus larges de la société s'appauvrissent, en particulier, les familles nombreuses et les retraités.

Le produit national brut a diminué de 2% par rapport à 1988; dans l'industrie étatisée, la production a chuté de 3%. Cette chute fut marquée surtout dans les secteurs sidérurgique, énergétique, alimentaire et dans la construction. Dans le commerce extérieur, par rapport à 1988, on estime que l'exportation vers les pays socialistes a baissé de 2%, les importations de ces pays ont diminué de 3,9%; vers les pays capitalistes, les exportations ont

II. DIRECTIONS DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE.

A. Changements systémiques

1. Transformations de la propriété par :

- la privatisation des entreprises par la vente publique d'actions aux citoyens, institutions économiques, accompagnée par le développement de diverses formes d'actionnariat ouvrier (en cas de privatisation de grandes entreprises, des avantages seront accordés aux travailleurs y employés),
- la séparation de la propriété communale de l'état,
- des changements dans le système coopératif en vigueur,
- le développement des entreprises étrangères.

2. Mesures anti-monopolistiques

Le gouvernement mènera une active politique anti-monopolistique, en levant toutes les limitations et blocages dans la création de nouveaux acteurs économiques, en brisant les structures monopolistiques et en créant ainsi des conditions favorisant la concurrence.

La liste des pratiques considérées comme monopolistiques sera étendue et comprendra notamment : - les accords sur les prix et autres ententes visant à restreindre la concurrence, - la limitation de la production, de la vente et de l'achat de produits visant à en augmenter les prix, - le cumul par une même personne des fonctions de directeur, de membre de conseil d'administration, de membre de conseil de su-

B. Stabilisation de l'économie

La lutte contre l'inflation et le rétablissement de l'équilibre économique seront des objectifs prioritaires. Celles-ci nécessiteront la limitation de la croissance de la masse monétaire par la réduction du déficit budgétaire et par une augmentation de la masse monétaire inférieure à l'augmentation des prix. Ces mesures, dans un premier temps, entraîneront la non-rentabilité de certaines entreprises, un chômage local, une chute de la production et une baisse temporaire des revenus réels.

La politique budgétaire visera l'équilibre. Dès 1990, sera levée par voie législative la possibilité pour le gouvernement d'obtenir de la Banque Nationale NBP des crédits sans intérêts pour couvrir le déficit budgétaire. Le déséquilibre entre les recettes et les dépenses de l'é-

augmenté de 3,9% et les importations de 9,6%. L'endettement de la Pologne demeure stable à 39 milliards de dollars.

Le déficit des finances publiques est évalué fin décembre 89 à 4.700 milliards de zlotys.

Cette situation économique résulte : - de l'existence depuis des années de structures économiques non-rentables, - de l'endettement extérieur, limitant les importations, - des difficultés d'adaptation de l'économie aux règles du marché, - du mauvais système de gestion et des erreurs passées provoquées entre autres par des raisons socio-politiques.

pervision ou de commission de contrôle dans différentes entreprises concurrentes, dont une a au moins 10% de parts du marché.

3. Réforme du système bancaire

Celle-ci se concrétisera notamment par le soutien aux créations de nouvelles banques. On abandonnera également les diverses formes d'avantages sur les crédits aux entreprises et institutions. Le volume du crédit sera déterminé par : - les capitaux des banques et les dépôts à terme, - les réserves des banques commerciales à la Banque Nationale BNP, - le taux d'intérêt du crédit de refinancement.

4. Réforme du commerce extérieur

Au début de 1990, un cours unique des devises étrangères sera introduit, entraînant la convertibilité intérieure du zloty. Celle-ci sera accompagnée par une large limitation de la liste des produits dont le commerce nécessite une concession. Il y aura également une libération des autorisations sur les importations et exportations, liée à une unification des tarifs douaniers.

5. Modifications du système économique-financier des entreprises

Les règles d'imposition des entreprises seront uniformisées; le champ des avantages et des exonérations fiscaux sera considérablement limité. La discipline fiscale sera renforcée.

tat sera comblé par l'émission d'obligations du Trésor, qui pourront être échangées contre des actions des entreprises privatisées. En 1990, les subventions passeront de 31 à 14% des dépenses budgétaires. Le nombre de produits et de services subventionnés sera réduit; les subventions seront maintenues pour le charbon, les engrais, le lait, le pain et les transports inter-urbains de même que pour les loyers, le chauffage central collectif, l'eau chaude et les transports urbains. Les dépenses budgétaires pour les investissements centraux, la sécurité publique et la défense nationale seront réduits. Les dotations budgétaires aux organisations socio-politiques seront supprimées.

Facteur d'inflation, les investissements cen-

N° 146



Errata:

CORRIGER à la page 3:

LES ELECTIONS SYNDICALES REGIONALES...

... à Lodz Andrzej SLOWIK; à Bydgoszcz Jan RULEWSKI;...

Nous rappelons le changement d'adresse de notre Bureau:

15, Drève des Aubépines

1320 GENVAL, Belgique

tél. 02/652.12.20; fax. 02/652.02.88; télex 24464

traux seront réduits; les investissements prévus seront limités ou interrompus, de nouveaux ne seront pas engagés en 1990. Les investissements opérés à l'aide des crédits de la Banque Mondiale et par les investisseurs étrangers auront à moderniser l'industrie polonaise. La plus grande part des moyens d'investissements sera concentrée sur les secteurs vitaux pour le rétablissement de notre économie: haute technologie, moyens de production agricole, transformation alimentaire, certains matériaux pour la production coopérative, construction de logements, équipements de protection de l'environnement, télécommunications et système bancaire. Le système economico-financier

C. Politique sociale

Celle-ci sera caractérisée en 1990 par l'assurance d'un minimum de sécurité sociale à travers la création d'un système de protection sociale des groupes les plus démunis économiquement.

L'aide aux sans-emplois passera par leur reconversion professionnelle, l'organisation de travaux d'utilité publique, la création de nouveaux emplois, le paiement d'allocations de chômage, une aide financière à l'engagement d'une activité économique. Le montant de l'allocation de chômage s'élèvera à 70% du dernier salaire pendant 3 mois, 50% pendant les 6 mois suivants, 40% ensuite. Les pré-retraités bénéficieront de 75% de leur dernier salaire. L'allocation de chômage ne sera pas inférieure au

et la structure organisationnelle de l'industrie minière seront modifiés. Le Combinat Minier sera transformé et les mines rendues autonomes.

On visera à stimuler la croissance de la production agricole et à transformer les conditions de vie et de travail à la campagne par : - la création de conditions permettant le bon fonctionnement du marché agricole, - l'apport à l'agriculture de moyens de production modernes, - le développement de l'équipement technique et social des campagnes, - la création de nouveaux emplois à la campagne, - la régionalisation de la politique agricole.

B.D.I.C

salaire minimum et ne dépassera pas le salaire moyen dans le secteur public.

L'indexation trimestrielle des pensions et retraites introduite au second semestre 89 sera maintenue en 1990. Le mode de fixation du montant le plus bas des allocations de pensions et de retraites (jusqu'ici 90% du salaire minimum) sera modifié et représentera 35% de la rémunération moyenne du secteur public. Le montant des allocations familiales sera de 8-10% du salaire moyen du secteur public.

Vu les possibilités budgétaires limitées, les moyens financiers de l'état seront concentrés sur deux secteurs importants : l'enseignement et la santé.

(extraits; Rzeczpospolita 15.12.89).

VIE SYNDICALE EN POLOGNE

Sous le slogan L'ETHOS DE SOLIDARNOSC, s'est tenue les 9-10 décembre 89 à Varsovie une Conférence du Mouvement Civique, rassemblant quelques centaines de militants des comités civiques de tout le pays, avec la participation de Lech Walesa, Tadeusz Mazowiecki et Bronislaw Geremek.

Les délégués ont, entre autres, demandé la tenue d'élections locales au 1er semestre 90, dont la préparation est confiée aux comités civiques.

170 députés et sénateurs du Comité Civique de Solidarnosc-OKP ont adopté la position suivante:

Les Comités Civiques doivent agir pour la liquidation de tous les reliquats du communisme, encore présents dans la vie du pays et ils doivent représenter les intérêts de la société locale. Les Comités doivent constituer des plate-formes d'échanges d'opinions et être ouverts aux diverses orientations et mouvements idéologiques. Ils ne doivent pas devenir les instruments d'action d'une seule orientation, ni devenir eux-mêmes un parti politique. Les Parlementaires de l'OKP doivent appuyer l'action des Comités Civiques; de son côté, l'OKP de doit pas aspirer à représenter les Comités dont il deviendrait ainsi l'institutionnalisation inadéquate de leurs diversités internes.

"LES BOAT PEOPLE VIETNAMIENS sont dans une situation désespérée à la laquelle nous ne pouvons rester indifférents", déclare Lech Walesa dans son appel "à toutes les personnes de bonne volonté. Ouvrons nos frontières et nos maisons à ces réfugiés. J'invite 50 familles des camps de Hong-Kong à s'établir en Pologne et appelle les autres nations à faire de même".

DES ELECTIONS SYNDICALES REGIONALES de NSZZ Solidarnosc se tiennent dans tout le pays pour élire les présidents régionaux du syndicat: à la région de Chelm, Bogdan MIKUS a été élu président; à Torun, Ryszard MUSIELAK, fondateur de la structure clandestine régionale; à Czestochowa, Kazimierz MACINSKI, électricien de l'aciérie locale; à Jelenia Gora, Tadeusz LEWANDOWSKI; à Lublin, Stanislaw WEGLARZ, mineur; à Lodz, Jan RULEMSKI; à Koszalin, Klemens BIELINSKI; à la région de Kujawie, Zdzislaw MALINOWSKI; à la région Leszczynski, Eugeniusz MATYJAS; à Varsovie, Michal BONI; à Plock, Jerzy TOKARCZYK; à la région Podbeskidzie, Henryk KENIG; à Szczecin, Edward RADZIEWICZ, ouvrier au Port; à Radom, Andrzej BELINA, cheminot de 31 ans; à Slupsk, Edward MULLER, ouvrier de 30 ans; à la région Swietokrzyski, Waldemar BARTOSZ.

LE IVÈME CONGRES NATIONAL DE NSZZ SOLIDARNOSC RI des Agriculteurs Individuels s'est tenu à Cracovie du 15 au 17 décembre. Plus de 300 délégués, représentant environ une demi-million d'agriculteurs rassemblés dans 11 mille cellules locales, ont opéré une évaluation de l'activité du Syndicat agricole indépendant; ils ont également élaboré un plan d'activité pour les deux prochaines années et élu une nouvelle direction. Gabriel JANOWSKI a été élu Président de NSZZ Solidarnosc RI. Il est docteur en agronomie, assistant à l'Académie Rurale de Varsovie et travaille dans sa propre exploitation. Dans les années 80-81, il fut membre-fondateur et vice-président du Syndicat; il fut interné pendant l'état de guerre. Le 4 juin 89, il fut élu sénateur du Comité Civique de Solidarnosc OKP.

"Pauvre campagne, pauvre ville", tel était le cri unanime des agriculteurs polonais dès avant que le débat sur les nécessaires réformes économiques se fût engagé. Les récentes propositions de réformes du nouveau gouvernement ont entraîné des protestations du monde rural et n'ont finalement obtenu qu'une approbation prudente. Les maux qui frappent l'agriculture polonaise cherchant à se relever de décennies de dévastation communiste sont immenses et profonds. Le plus immédiat est cependant l'inflation galopante qui place les équipements et machines agricoles au-delà des capacités financières des fermiers. La répercussion des coûts réels de la production agricole frappera inévitablement les citoyens qui jugent les prix alimentaires déjà prohibitifs. La protection des citoyens doit-elle se faire aux dépens des intérêts des ruraux? La réforme économique se retournera-t-elle contre les agriculteurs? Une chose est sûre : sans une agriculture solide et productive, le succès de la réforme économique n'est pas possible.

Un entretien avec **Gabriel JANOWSKI**, nouveau Président de NSZZ Solidarnosc RI des Agriculteurs.

Les agriculteurs sont-ils opposés aux réformes?

Bien sûr que non. Nous sommes pour les réformes, elles sont indispensables. Nous considérons cependant qu'elles doivent être adaptées à la spécificité de notre économie. Les maux de l'agriculture ne peuvent être traités avec les mêmes procédés que ceux employés pour l'industrie. On ne peut considérer que dans l'avenir, un pays de 40 millions d'habitants devra subvenir à ses besoins grâce aux importations alimentaires. Et pourtant, on rencontre pareilles opinions.

Pourquoi ne peut-on appliquer les mêmes traitements à l'agriculture qu'aux autres secteurs économiques?

Quelqu'un a-t-il entendu des ouvriers crier: "achetez-nous des outils car nous n'avons pas avec quoi travailler"? Les agriculteurs revendiquent vainement la possibilité de s'acheter les outils pour leur travail. Généralement, on ne comprend pas la réalité et les besoins de la production agricole, car nous commençons seulement à évaluer cette question du point de vue des producteurs. Pour ceux-ci, l'important, c'est d'abord leur lieu de travail, son équipement et les questions de production, les considérations sur la consommation ne viennent qu'ensuite; alors que les consommateurs pensent d'abord à celles-ci. Les agriculteurs ont toujours été des producteurs et les placer dans une situation de consommateurs représente un immense danger pour l'équilibre alimentaire du pays.

Pourquoi en est-il ainsi?

Pour tous, l'inflation est un mal. Cependant, le consommateur peut vivre avec elle, le producteur non car elle freine la production. La lutte contre l'inflation ne peut consister uniquement en la réduction de la demande de moyens de production, car ainsi, elle entraînera une diminution de la productivité. C'est notre grande crainte: les agriculteurs seront face à d'énormes hausses des prix des engrais, des pesticides, des machines et des outils. La barrière des prix forcera de nombreux agriculteurs à devoir s'en passer et inévitablement, les récoltes s'en ressentiront. Rappelons que les fermiers polonais utilisent déjà deux fois moins d'engrais qu'à l'Ouest. Leur niveau d'équipement est encore plus faible et l'usage de moyens chimiques est 10 fois inférieur à celui des pays développés.

L'extension des terres cultivables n'intervi-

endra pas rapidement. Car, avec l'augmentation de la superficie des exploitations, leurs besoins financiers, leurs charges et les investissements s'élèveront. Si un fermier ne peut se le permettre, sa production baissera. De plus, la baisse de la consommation dans le pays commence à affecter les produits alimentaires, comme nous l'observons avec la baisse de la demande de viande et de produits courants. Pareilles réductions engendrées par les hausses de prix accroissent les difficultés des fermiers pour vendre leurs produits.

En conséquence, une sévère chute de la production agricole peut se produire et l'expérience montre que cela peut paralyser l'introduction des réformes. J'ai présenté ce point de vue lors de la rencontre de la direction de notre syndicat avec le Premier Ministre. Ces mises en garde sont formulées avec un sens des responsabilités et ne sont pas un ultimatum au gouvernement que nous soutenons bien sûr. ***Quelles seront les principales tâches du syndicat à l'avenir?***

L'agriculture polonaise représente un potentiel énorme. Si nous agissons prudemment, ce potentiel peut apporter ses fruits dans 6-7 ans. C'est ce que vise notre syndicat. Les décennies passées ont des conséquences non seulement au niveau matériel mais aussi dans l'esprit des gens. Ainsi, l'état désastreux des coopératives, l'autonomie locale inexistante. Le système socio-économique naissant apportera d'énormes possibilités de développement économique au monde agricole aussi à condition qu'il sache s'organiser et prendre des initiatives. Pour encourager ce processus, notre syndicat demande un système bancaire agricole efficace. De telles banques devront être étroitement liées à une organisation économique indépendante, autogérée. A cette fin, nous étendrons aussi la portée de la Fondation Parlementaire pour le Développement de la Campagne et de l'Agriculture. Ses principaux objectifs seront : - la démonopolisation de la production et de la distribution alimentaires par l'organisation d'entreprises privées et coopératives, de magasins, de transports, d'usines de conditionnement; - la modernisation du stockage et de la transformation; - le développement de la production de viande et de lait; - la construction d'une infrastructure rurale sociale et culturelle moderne.

(Rzeczpospolita, n°3-4.1.90)